

Déclaration de la fédération du PCF de Seine Saint-Denis

SNCF : entre aveux de faiblesse et coup de force, le recours aux ordonnances est inacceptable.

Le gouvernement laisse entendre qu'il pourrait recourir aux ordonnances pour faire passer en force le démantèlement du service public ferroviaire. Pressé par les directives européennes avec lesquelles il ne cache pas son accord, redoutant une forte mobilisation des cheminots qui pourraient s'étendre aux usagers, le premier ministre annoncera lundi, quelques jours après la remise du rapport Spinetta le 15 février, sa méthode et son calendrier. Un déni de démocratie et une preuve de faiblesse de l'exécutif sur ce dossier.

Une fois de plus le gouvernement mène son travail de destruction du modèle social et économique français à grands coups de bâton. Comme si il était possible de transformer une entreprise nationale de 260 000 salariés, qui transporte chaque année près de 2 milliards d'usagers à travers tout le pays, sans qu'un véritable débat public ait lieu.

La Seine-Saint-Denis, qui abrite depuis 2013 le siège de la Sncf, sera largement impactée par ces décisions. La stratégie industrielle du groupe, qui engrange chaque année des « gains de productivité » de plusieurs centaines de millions d'euros s'est traduite par une destruction d'emplois jamais vue. Les usagers du territoire en subissent les conséquences : pannes, retards, manque d'information et de personnel en gare, insécurité dans les rames...

La Fédération du Parti Communiste de Seine-Saint-Denis, mettra tout en œuvre pour qu'un débat ait lieu. Parlementaires, élus locaux, militants, ne laisseront pas le gouvernement priver la population des décisions qui auront des conséquences sur le plan de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de la qualité et du prix du service et plus largement en livrant notre service public du transport aux appétits financiers.

La réalité ne doit échapper à personne. Cette démolition ne répond qu'à une exigence : ouvrir le capital de l'entreprise, mettre en concurrence les lignes rentables et laisser les usagers et contribuables payer pour les lignes non rentables. Une réforme idéologique qui répond à un grand principe du capitalisme : privatiser les profits et nationaliser les pertes.

Les communistes du département invitent d'ores et déjà tous ceux qui le peuvent à participer à la manifestation du 22 mars qui réunira une grande partie de la fonction publique. En prévision du débat à venir nous prendrons l'initiative d'inviter l'ensemble des organisations politiques progressistes et comités d'usagers à se réunir, avec les organisations syndicales des opérateurs de transport et particulièrement la Sncf et la Ratp, pour créer partout des comités de sauvegarde et de développement du service public des transports.

Pantin, le 22 février 2018